



**Ligue communiste révolutionnaire**

section française de la Quatrième Internationale

# **POUR CHANGER LA VIE, RENVERSONS LES PRIORITÉS !**



**« QUEL EST LE PREMIER  
OBJET DE LA SOCIÉTÉ ?  
C'EST DE MAINTENIR  
LES DROITS  
IMPREScriptIBLES DE  
L'HOMME. QUEL EST  
LE PREMIER DE  
CES DROITS ?  
CELUI D'EXISTER.  
LA PREMIERE LOI  
SOCIALE EST CELLE QUI  
GARANTIT À TOUS LES  
MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ  
LES MOYENS D'EXISTER ;  
TOUTES LES AUTRES  
SONT SUBORDONNÉES  
À CELLE-LÀ. »**

**2 DÉCEMBRE 1792**

**MAXIMILIEN  
ROBESPIERRE**

**DOSSIER ROUGE**

**N° 44 - FÉVRIER 1993 - 15 F**

**L**es dirigeants politiques, la télévision nous vantent la situation de la France et de l'Europe en la comparant à celle du reste du monde où s'abattent misère, famine et guerres meurtrières.

La misère et les guerres qui remplissent le monde actuel sont insupportables, mais l'Europe et la France ne sont pas épargnées par le développement des inégalités et de l'injustice.

Officiellement, le gouvernement annonce trois millions de chômeurs. Le nombre réel est plus important, car ne sont pas comptés ceux qui, abandonnant la recherche d'un emploi sont radiés de l'ANPE, ainsi que les RMIstes. C'est bien quatre millions de chômeurs qu'il y a dans le pays, sans compter les millions de travailleurs précaires, temps partiel et intérim.

Les conditions de logement se dégradent de jour en jour. Dans les banlieues des grandes villes, la spéculation immobilière règne en maître. Les loyers augmentent sans cesse, on trouve à se loger de plus en plus loin de son lieu de travail, et le gouvernement a quasiment abandonné tout programme de logements sociaux. Pendant ce temps, à Paris par exemple, des dizaines de milliers de mètres carrés construits restent inhabités, bureaux et appartements vides que les spéculateurs laissent inoccupés en attendant un redémarrage des profits dans l'immobilier. Face à cela, le nombre de mal logés, de sans-abris augmente dans l'indifférence des pouvoirs publics.

La recherche médicale progresse de

jour en jour, les conditions de santé pour le plus grand nombre vont, elles, en marche arrière. Au nom de la rentabilité, les hôpitaux ont des moyens de plus en plus limités en personnel, en matériel. Des grands malades se voient refuser des soins nécessaires. De plus, les soins particuliers et les médicaments sont de moins en moins remboursés. La contraception est prétendument accessible à toutes. Mais seulement un quart des pilules utilisées sont remboursées par la Sécu, et l'interruption volontaire de grossesse redevient un parcours humiliant et coûteux pour des dizaines de milliers de femmes.

On rogne ainsi sans cesse sur l'indispensable. En revanche, des milliards de francs se brassent dans les milieux d'affaires, sont gaspillés dans des opérations qui ne profitent qu'à quelques centaines d'actionnaires et de banquiers. L'écart entre les conditions de vie du plus grand nombre et les fortunes accumulées par quelques-uns ne cesse de s'accroître. Au même moment où le chômage continue de grimper, le produit national brut, qui est un indice des richesses produites dans le pays, monte régulièrement de un à plusieurs points par an.

Quant au reste du monde, la fin de l'URSS et la chute des régimes bureaucratiques en Europe de l'Est n'ont pas amené la paix et la prospérité prédites par les dirigeants des pays occidentaux. Au conflit Est/Ouest succède de plus en plus l'opposition entre l'Europe, les USA, le Japon et le reste du monde qui, lui, s'enfonce lentement dans la guerre, la misère, la maladie.

Cette situation n'est pas normale, rien ne la justifie. Elle n'est pas inévitable et il faut s'en prendre aux vrais responsables.

# QUI SONT LES RESPONSABLES ?

**A** en croire certains, ils seraient à chercher autant du côté des sociétés qui détournent des milliards des impôts que de celui du chômeur tirant au maximum sur les ASSEDIC, du côté des spéculateurs du quartier de la Défense à Paris qui ont empoché des milliards dans les opérations immobilières comme de celui de l'immigré recevant des allocations familiales. En un mot les profiteurs seraient partout, tous responsables et tous pourris. Une autre façon de dire que la situation serait sans issue.

Beaucoup pensent cela, mais ceux qui réellement détiennent les richesses, profitent du système, ne sont ni le voisin de palier en longue maladie ni les immigrés qui remplissent BUS et RER à 6 heures du matin pour aller travailler.

Les vrais profiteurs ne fréquentent ni les cités de banlieue, ni les supermarchés, ni les transports en commun.

## *A qui profite la crise ?*

Cela fait des années que nous entendons le même discours de la part des patrons et des gouvernements :

"Nous sommes dans une vaste crise économique parce que les marchés sont saturés, parce que la production stagne, la concurrence devient exacerbée. Pour survivre dans cette guerre économique, il faut augmenter la rentabilité, augmenter la pro-

ductivité dans le travail, faire la chasse aux heures creuses, aux emplois inutiles...

*"Le chômage est inévitable tant que la production ne redémarrera pas, il faut améliorer la place de nos industries pour redévelopper l'emploi"* : Mitterrand a donné une nouvelle version à l'occasion des "vœux" du nouvel an 1993. Pour diminuer le chômage, il faut, selon lui, attendre... la fin de la récession aux USA.

A les croire, chômage et développement de la misère seraient inévitables à cause de la crise. Et la crise rendrait tout le monde plus pauvre.

Pourtant, les chiffres montrent que, depuis dix ans, en France, les profits des grandes entreprises, les dividendes versés aux actionnaires augmentent en même temps que le nombre de chômeurs.

Ce que disent les patrons et le gouvernement est faux : la politique d'austérité et de licenciements n'est ni une nécessité, ni un mauvais moment à passer en attendant la reprise.

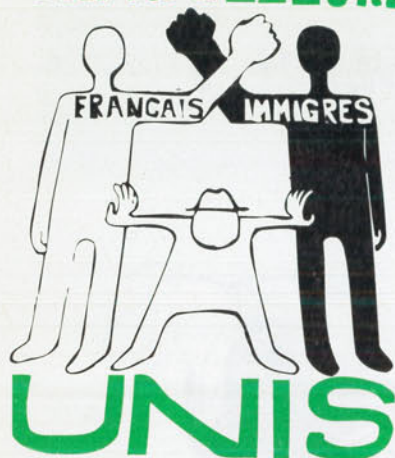
Son but réel est d'augmenter la productivité des entreprises pour fournir plus de profits aux actionnaires à la recherche permanente du meilleur placement. Nous ne sommes pas tous dans la même galère.

Et pendant ce temps, les pays du tiers monde, d'Afrique notamment, sont eux aussi mis à rude épreuve. Les pays



***...les vrais profiteurs ne fréquentent ni les cités de banlieue, ni les supermarchés, ni les transports en commun...***

# TRAVAILLEURS



occidentaux prétendent les aider, alors que les matières premières qui y sont fabriquées voient leur prix diminuer régulièrement grâce aux décisions unilatérales des acheteurs européens et américains.

## Et les immigrés ?

Combien le disent autour de nous ? *“Les immigrés, voilà les vrais responsables, il y en a trop, ils vivent sur le dos des Français, de la Sécu, des ASSEDIC”*. Ou encore : *“Evidemment, il y a la misère en Afrique, mais on ne peut pas accueillir toute la misère du monde”*, comme le répètent régulièrement les ministres et hommes politiques de droite ou de gauche.

Il y a parmi nous, des immigrés, d'Europe, d'Afrique ou d'Asie, et aussi d'Europe de l'est, Yougoslavie ou Pologne par exemple.

Un grand nombre d'entre nous ont des parents, des grands-parents venus de ces régions, le plus souvent d'Europe du Sud.

Dans ce monde tout circule, l'argent, les marchandises, mais aussi les hommes et les femmes. Depuis toujours, les populations sont allées là où était le travail, là où elles pourraient s'en sortir.

Des campagnes vers les villes, de l'Italie du Sud vers le Nord, de l'Europe vers l'Amérique. Ces mouvements ont toujours existé, ils existent toujours.

Parmi les travailleurs, les derniers arrivés se retrouvent toujours dans les situations les plus difficiles, travaillant le plus dur, prêts à faire des sacrifices pour s'en sortir... et en butte à la méfiance des autres travailleurs.

Des arabes, des noirs, des yougoslaves se retrouvent souvent dans les boulots les

plus durs, entreprises de nettoyage, de restauration, de voirie, du bâtiment. Et avec tous ceux qui ont peu d'argent, entassés dans les cités les plus mal entretenues par leurs propriétaires, les hôtels et foyers insalubres... Sans oublier des heures dans les transports en commun pour rejoindre son travail. D'autres immigrants, heureusement, arrivent à s'en sortir et ont de meilleures conditions de vie.

On trouverait beaucoup d'immigrés parmi les délinquants, les trafiquants, ceux qui tirent sur la longue maladie... ? On en trouve comme chez tous les jeunes qui vivent dans la misère, n'ont aucun avenir et voient leurs parents ou leurs amis se crever à bosser pour des salaires honteux.

Le problème n'est pas qu'il y ait trop d'immigrés en Europe ou en France. Par contre, il y a trop d'inégalités entre le développement de l'Europe occidentale et le reste du monde. Ces dernières années beaucoup de Polonais, de Yougoslaves ont cherché à venir en Europe de l'Ouest pour échapper à une situation trop précaire.

Nous ne pouvons pas accepter un monde où toutes les richesses se concentreraient dans quelques petites régions entourées de frontières hermétiques et où la misère serait le lot commun du reste du monde.

C'est pourtant cette vision de science-fiction qui se développe en Europe de l'ouest. Celle-ci renforce la fermeture des frontières avec les accords de Schengen, et interdit toujours les droits politiques aux immigrants non originaires de la CEE.

Mais qui peut croire encore que les responsables du chômage soient à chercher parmi

**On trouverait beaucoup d'immigrés parmi les délinquants, les trafiquants, ceux qui tirent sur la longue maladie... ? On en trouve comme chez tous les jeunes qui vivent dans la misère, n'ont aucun avenir et voient leurs parents ou leurs amis se crever à bosser pour des salaires honteux...**

les travailleurs ? Dans toutes les vagues de licenciements, on a trouvé un grand nombre d'immigrés dans les premières charrettes. Ont-ils été remplacés par des français ? Et lorsqu'il y a des milliers de suppressions de postes à Air France, Thomson ou Peugeot voit-on les patrons embaucher des immigrés à la place ?

Faire comme Le Pen ou d'autres dirigeants de droite et désigner l'immigration comme responsable du chômage détourne des vrais responsables de la situation.

### *Chômage : non au partage de la misère, oui à la redistribution des richesses*

Trois millions de chômeurs, 500 000 RMIstes. Un emploi sur cinq est un emploi précaire, non déclaré, mal payé.

Les patrons ont leur explication de cette situation : pour survivre, les entreprises doivent avoir le plus haut niveau de productivité, faire les prix les plus bas pour conquérir et garder des parts de marché.

Dans ce discours, on oublie toujours le troisième larron. On nous parle des salariés, qui sont plus ou moins nombreux, plus ou moins payés, on nous parle du produit qui se vend plus ou moins bien, plus ou moins cher, et on fait comme si la partie se jouait entre les deux. Le produit se vend mal, on licencie. Il se vend bien on garde les emplois.

Le troisième larron est évidemment l'actionnaire, le patron, le banquier, ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ramassent la mise.

Dans une grande entreprise, parmi celles qui organi-

sent réellement les règles économiques, que voit-on ?

Peugeot par exemple : 5,5 milliards de francs de profits par an. Alcatel et Elf Aquitaine, respectivement plus de 8 et 10 milliards de francs de bénéfices nets en 1992. Et pourtant PSA (Peugeot) annonce, début 1993, 2 600 suppressions de postes après en avoir annoncé 1 400 au printemps 1992 (PSA est passé de 40 000 salariés en 1982 à 21 000 dix ans plus tard).

Régulièrement, ces dernières années, chez PSA, la production, la vente et les profits ont augmenté et les effectifs ont diminué. Comment comprendre si l'on s'en tient à l'explication habituelle ?

En fait la situation est bien simple : ceux qui décident réellement dans une grande

de croissance a augmenté de 1982 à 1992 entre 2,5 et 3,5 % par an, l'augmentation du taux de profit moyen est passée de 12 % en 1982 à 17 % en 1992.

En temps de crise, beaucoup de placements industriels ne sont plus assez rentables, aussi les capitaux sont dirigés vers des placements financiers, des prêts, des investissements flottants passant d'une entreprise à l'autre comme valsent les achats et les ventes en Bourse. On estime à 1 000 milliards de dollars le volume de ces capitaux qui changent de main chaque jour.

Ces sommes sont colossales !

Comme le disait récemment Yvon Gattaz, patron et ancien président du CNPF : *"Ma rentabilité industrielle est tombée*



entreprise, ce sont les actionnaires. L'important est qu'à la fin de l'année leur placement ait été rentable. Aussi, les postes supprimés, les travailleurs mis au chômage, l'introduction de nouvelles technologies, se traduisent au bout du compte par l'augmentation des profits réalisés par les actionnaires.

Ainsi, d'après l'OCDE, dans les sept pays les plus riches (ceux du fameux G7), le taux

à 1 % ou 1,5 %, la rentabilité des SICAV de trésorerie atteint quelque 9 %. Pourquoi, dans ces conditions, se priver d'investissement plus rentable ?".

Dans tous les cas, et dans tous les secteurs, les patrons se sont fixé l'objectif de gagner 5 à 6 % de productivité par an.

Mais, pour eux, les patrons savent aussi s'accorder des



largesses : aux USA, le président de Time-Warner perçoit un salaire annuel de 78 millions de dollars, soit plus de 32 millions de francs par mois.

Face à cela, même dans les pays occidentaux, se multiplient les sans-logis, qui couchent dehors en plein hiver et crèvent de froid. Les soupes populaires, les restos du coeur, les abris dans le métro concernent de plus en plus de monde.

Dans la logique actuelle, il n'y a aucune raison pour que le chômage baisse, car en fait les suppressions d'emplois servent aux possesseurs de capitaux, aux grands patrons pour renflouer leur marges de profits. Tous les politiciens de droite ou de gauche sont complices de ce système. Ils mentent effrontément en demandant aux travailleurs actifs de gagner la "bataille de la productivité" et aux chômeurs d'attendre patiemment avec leurs allocations de misère la reprise de la croissance.

Les milliards brassés dans "les affaires", du Carrefour du développement à Jacques Médecin, montrent d'ailleurs comment se sucent tous ces dirigeants politiques élus prétendument pour gérer le pays. Mais ces sommes ne sont finalement que les pourboires dont ils bénéficient en larbins zélés de ceux à qui ils obéissent en fait : les grands chefs d'entreprises, les possesseurs de capitaux. Depuis 1981, le Parti socialiste aura été un nid de corruption et de scandales, rattrapant à grande vitesse le retard accumulé par des années d'éloignement du pouvoir.

Face à l'aggravation de la situation de l'emploi, le gouvernement et le patronat vont sûrement proposer des solu-

tions : celle notamment du temps "partagé", c'est-à-dire des emplois à mi-temps ou à temps partiel avec évidemment un salaire réduit. Une autre solution déjà annoncée est la diminution des charges payées par les patrons à la Sécurité sociale et à l'UNEDIC. Dans tous les cas cela veut dire un maintien intégral des profits patronaux et une réduction de la masse salariale qui comprend le salaire direct et celui qui est reversé sous forme d'allocations ou de prestations sociales. De même, Bérégovoy a annoncé la couleur en ce qui concerne les retraites : soit la prestation va diminuer, soit il faudra avoir travaillé quarante ans, remettant de fait en cause le droit pour tous à la retraite à 60 ans.

### *travailler tous, travailler moins*

Aujourd'hui, les richesses existant dans le monde, l'évolution des technologies, l'augmentation de la productivité peuvent permettre non seulement de travailler tous, mais de travailler tous moins longtemps.

Seuls les intérêts de quelques uns empêchent qu'existe un emploi stable pour tous et une semaine de travail ramenée à 30 heures sans diminution de salaire.

Au début du siècle, les ouvriers exigeaient la journée de huit heures. Aujourd'hui, à la veille du prochain siècle, ceux qui travaillent à temps plein en sont à une base de 39 heures, et encore certains travaillent plus de 40 heures, sans compter le temps de transport qui s'est allongé jusqu'à 2 ou 3 heures par jour dans la région parisienne.

Nous connaissons l'argument opposé à une telle

*Seuls les intérêts de quelques uns empêchent qu'existe un emploi stable pour tous et une semaine de travail ramenée à 30 heures sans diminution de salaire...*

mesure : l'argent n'existe pas pour une telle décision, et si elle était appliquée, la concurrence étrangère coulerait des centaines d'entreprises.

Que l'argent n'existe pas, nous avons vu plus haut ce qu'il en était. Quant à la concurrence étrangère, si l'on accepte cet argument, il va falloir bientôt s'aligner sur les salaires payés par les patrons (européens, le plus souvent) dans les pays asiatiques. Il va falloir aussi s'aligner sur les législations sociales de pays comme les USA où il n'y a pas de congés maternité payés, où il n'y a pas d'allocations familiales.

En fait, une diminution radicale du temps de travail irait à l'inverse des choix économiques actuels, mais nous devons tous voir que ces fameux choix sont en fait uniquement conformes aux intérêts de quelques uns. Le réalisme économique n'est pas du côté de ceux qui jonglent avec des milliards en bourse, spéculent au jour le jour sur les monnaies et font crever de faim les deux tiers de la planète. Nous ne reconnaissons aucun sérieux économique à ces gens-là.

Certains ont pu penser que l'Europe est un point d'appui pour des avancées sociales, justement sur le temps de travail ou la protection sociale. Pourtant les Italiens viennent de faire l'amère expérience des accords de Maastricht : par décision des gouvernements européens, suppression de l'échelle mobile des salaires et de la retraite à 60 ans.

Il faut renverser réellement cette logique du chômage, sinon nous aurons à faire face à l'explosion du travail précaire, du temps partiel, qui touchent aujourd'hui surtout les jeunes et les femmes, qui toucheront tout le monde

demain ; à faire face à l'augmentation du chômage et de la flexibilité, toujours plus grande pour ceux qui ont un emploi, au développement du travail de week-end et du travail de nuit dont le gouvernement vient de lever l'interdiction pour les femmes.

Rien ne justifie, avec le niveau actuel des techniques, le chômage, la misère et les journées entières passées entre le travail et les transports sans avoir le temps de vivre. Les progrès de la technologie au lieu de servir à augmenter les profits et à perfectionner les armes de guerre, doivent servir au bien-être du plus grand nombre, à libérer du temps pour vivre, pour des activités culturelles ou artistiques que se réservent aujourd'hui les plus fortunés.

### *Produire pour les besoins sociaux, pas pour engraisser les capitaux*

Le blocage actuel de la production n'a évidemment pas de rapport avec les besoins de l'humanité. Chacun voit bien que, partout dans le monde, on manque de routes, d'hôpitaux, de vêtements, de logements, de nourriture, de moyens de transports sûrs.

### **logement, transports : la loi du profit**

*A Paris, le fichier officiel des mal-logés recense 70 000 demandes. On constate dans cette même ville, la disparition annuelle de quarante mille logements à faible loyer alors que, en 1991 par exemple, seuls 4 000 logements étaient construits dont 2 000 logements sociaux.*

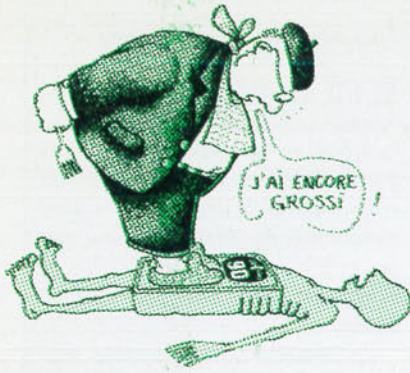
*La situation est comparable dans l'ensemble des grandes villes du pays. Cette pénurie de logements se double évidemment d'augmentations de prix des loyers, qui là aussi, en moyenne, sont supérieurs annuellement de 4 à 12 % à l'augmentation du coût de la vie.*

*L'entassement dans des cités de banlieue en mauvais état, les heures de transports par jour sont le lot du plus grand nombre.*

*Par ailleurs, on trouve des opérations prétendument juteuses comme celle d'Orlyval, petit métro reliant sur quelques kilomètres l'aéroport d'Orly à une station de banlieue du RER, pour un public espéré d'hommes d'affaires. Ou celle de la prolongation du RER jusqu'aux portes d'Eurodisney...*

Mais l'économie ne se développe pas en fonction des besoins des gens, des populations. S'ils ont à choisir entre la construction de nouveaux logements pour les travailleurs et une opération immobilière de grand standing, les investisseurs choisiront l'opération de standing qui n'est pas un besoin important mais peut être une source de profits très élevés. Le choix est évident et la plupart des investissements importants dans le monde actuel se





font en fonction de ces critères. C'est la loi du libéralisme économique.

La société actuelle, au lieu d'avancer vers la satisfaction des besoins sociaux, remet de plus en plus en cause l'accès à la santé.

L'Europe et la France s'acheminent lentement vers le "modèle américain" qui a permis que, depuis dix ans, l'espérance de vie recule et devienne inférieure à l'âge de la retraite. Aux USA, un accouchement normal, sans complication, coûte à la mère 5 000 dollars (plus de 25 000 francs), et le droit restreint à la santé est la règle. Seule l'assurance privée permet le remboursement des soins.

Ce niveau de régression sociale ne touche pas encore notre pays, mais nous en avons un avant-goût dans la diminution régulière du remboursement des médicaments, la non-prise en charge d'une série de tests de dépistage, la dissuasion officielle et médiatisée à consulter les médecins...

Les femmes font, entre autres, les frais de cette politique et les restrictions budgétaires se doublent d'une atteinte écoeurante aux droits de choisir d'avoir ou non des enfants. Ainsi les hôpitaux limitent de plus en plus le nombre d'interruptions volontaires de grossesse, et dans la région parisienne les deux tiers des IVG se font dans le privé, coûtant de 3 à 4 000 francs.

De même, 75 % des femmes utilisent des pilules que la Sécu refuse de prendre en charge et le remboursement du stérilet se fait sur le tarif de...1975.

La santé est aussi une source de profits sordides comme l'a montré le scandale du sang contaminé. Garetta a

laissé utiliser du sang contaminé pour ne pas ouvrir le marché français à des produits américains. En effet, il comptait lui-même mettre sur pied une société fabriquant de tels produits et voulait se préserver le marché...

En ce qui concerne le SIDA, tous les investissements se centrent sur la recherche d'un vaccin qui sera évidemment d'un profit très important, mais peu d'efforts sont fait pour améliorer les traitement de tous ceux actuellement touchés par la maladie et mis au banc de la société.

### *Ecologie : après eux le déluge*

Le monde entier fonctionne selon ce schéma du profit, à tel point que l'existence même de l'humanité est mise en péril, ainsi que la viabilité de la planète.

Depuis deux siècles, le monde a vécu sur le mythe de l'inépuisable des ressources naturelles, de la possibilité de développer au maximum la production, d'utiliser sans limites toutes les sources d'énergies. Le progrès était synonyme d'industrialisation systématique et l'avenir du monde se concevait en termes d'alignement de tous les pays "en voie de développement" sur le modèle européen.

Depuis cinq cents ans, ceux qui ont dominé la planète, les européens, puis avec eux les américains, se sont joués de toutes les limites. Pour accroître leurs richesses, ils ont soumis le continent américain et quasiment détruit sa population. Ils ont écumé l'Afrique pour trouver une main d'œuvre abondante capable de remplacer les indiens. Ils ont, depuis, joué

*On peut voir à quel point un système où le profit de quelques uns guide tout conduit à la faillite. Ainsi, en 1988, plusieurs pays européens s'étaient engagés à réduire leurs émissions de gaz carbonique de 20 % d'ici 2005. Aujourd'hui, cinq ans après, loin de commencer à diminuer, elles ont augmenté de 14 %...*



avec la nature comme avec les hommes, détruisant des centaines de milliers de km<sup>2</sup> de forêts, polluant rivières et océans. La multiplication des centrales nucléaires, d'auto-roues, d'industries toxiques se fait au mépris des règles de sécurité et de l'environnement. Des terres agricoles sont épuisées et arrosées de nitrates, tandis que des dizaines de milliers d'hectares sont mis en jachère.

Chacun sait désormais les risques que font courir la disparition partielle de la mince couche d'ozone présente dans la haute atmosphère, la diffusion grandissante d'émission de gaz carbonique.

On peut voir à quel point un système où le profit de quelques uns guide tout conduit à la faillite. Ainsi, en 1988, plusieurs pays européens s'étaient engagés à réduire leurs émissions de gaz carbonique de 20 % d'ici 2005. Aujourd'hui, cinq ans après, loin de commencer à

diminuer, elles ont augmenté de 14 %.

### *L'occident tire sa richesse de la misère*

Selon l'UNICEF, en Afrique, toutes les dix secondes, un enfant meurt de malnutrition et de maladies infectieuses banales. En Amérique latine, 1 million d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année, 30 millions d'enfants de dix à quatorze ans travaillent, dont la moitié dans les rues où ils volent, tuent et se font tuer. Aux Philippines, 200 000 enfants vivent dans les rues de Manille. En Inde, ce sont 44 millions d'enfants qui sont au travail.

Les pays occidentaux n'aident pas le tiers monde.

Les richesses suivent un autre circuit, des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches.

En naissant, chaque enfant du tiers monde doit au système bancaire mondial 1 000 dollars. Depuis 1982, l'endettement du tiers monde a augmenté de 73 %, passant à 1 500 milliards fin 1991. L'Asie rembourse chaque année 50 milliards de dollars aux Banques centrales européennes, l'Amérique latine 43 milliards.

L'argent "prêté" par les banques européennes est donc une rente pour celles-ci et le Fond moné-

### *L'exemple du Zaïre*

*Le Zaïre cumule sans doute tous les aspects décrits plus haut. Depuis plus de vingt ans, le général Mobutu Sese Soko y règne en dictateur sans crainte les foudres occidentales : 50% des produits de l'exportation vont dans les poches des pays occidentaux et le Zaïre est un pays riche : gisements de cobalt, de cuivre, de diamants. Pourtant 80% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le montant de la dette est de 6 milliards de dollars, c'est-à-dire le montant des fonds détournés par la famille Mobutu que l'on retrouve investis dans des banques européennes, des immeubles parisiens, des participations dans de nombreuses compagnies européennes.*

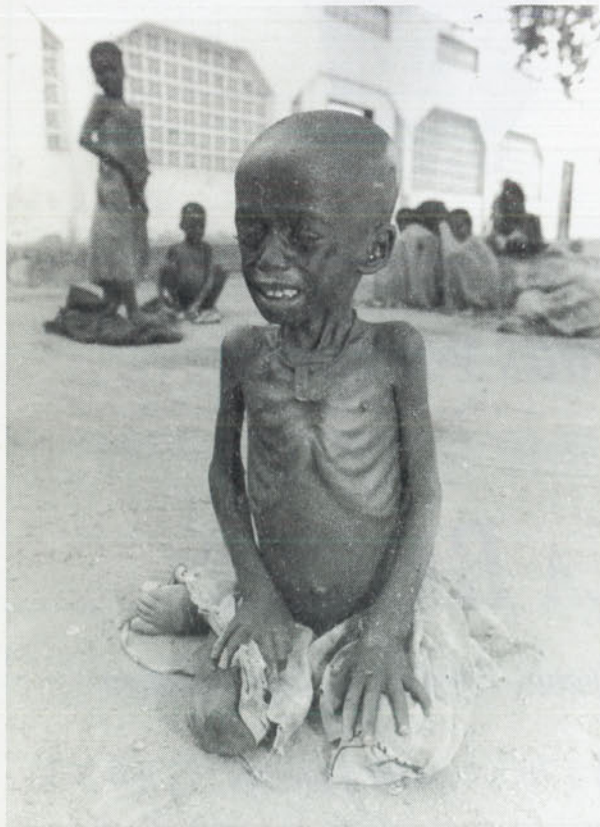
*Un réseau ultra-moderne de télécommunication et de télévision a été construit par la France pour 110 millions de dollars en 1980. Non seulement les relais sont toujours en panne, mais l'immense majorité des Zaïrois vit à un jour ou plus de toute installation électrique.*

taire international impose partout des politiques d'austérité pour permettre le remboursement de cette dette, austérité qui se traduit année après année par des millions de morts.

Ces prêts ne sont en fait qu'une façon de faire circuler l'argent pour le faire revenir dans les poches des mêmes industriels occidentaux.

Car, si le FMI exige toujours la réduction des budgets sociaux, il ne dit rien des budgets militaires : 20 % de la dette des pays du tiers monde non exportateurs de pétrole sont dûs aux achats d'armes aux pays occidentaux. De 1972 à 1982, les importations d'armes ont augmenté de 12 % par an en Amérique latine, et de 18,5 % par an en Afrique.

Pour le reste, les trusts de télécommunication, du bâtiment ou les fabricants de centrales nucléaires s'en donnent à cœur joie pour exploiter le tiers monde. Ainsi, aux Philippines, le trust américain Westinghouse a construit en 1976 pour 2,1 milliards de dollars une centrale nucléaire... au beau milieu d'une



zone de tremblements de terre, aux pieds d'un volcan. Une grande partie de la dette du Brésil consiste aussi en l'achat de réacteurs nucléaires jamais mis en activité.

L'autre moyen de récupérer de l'argent sur le dos du tiers monde est tout simplement la fuite des capitaux, organisée massivement par les dirigeants de ces pays vers les banques occidentales. En 1986, la Morgan Guaranty estimait que la fuite des capitaux des dix pays d'Amérique latine les plus endettés représentait 70 % des emprunts contractés par ces pays entre 1983 et 1985... Ainsi les banques ont le beurre (le retour dans leurs caisses de prêts consentis pour un prétendu développement) et l'argent du beurre, puisque le pays en question doit toujours, et au prix fort, rembourser sa "dette".

Le tiers monde subit aussi la loi des pays du Nord sur le prix des matières premières, richesse de ces pays, mais dont les prix sont fixés par les acheteurs, c'est-à-dire les pays occidentaux. Dans ce monde où tout augmente, le prix des produits de base exportés vers l'Occident baisse régulièrement, de 6,7 % pour la seule année 1992.

Le cuivre vaut trois fois moins aujourd'hui qu'en 1966. Quant au pétrole, dont les gouvernements occidentaux ont réussi à maintenir le prix à un bas niveau grâce à la Guerre du Golfe, il faut réaliser que son prix payé au litre est largement inférieur à celui... de l'eau minérale.

La supériorité du système économique occidental, du système capitaliste, qui vient de "triumpher" par jet de l'éponge sur les systèmes dits socialistes, est à ce prix.

Des richesses colossales pour quelques uns, un niveau de vie médiocre pour les populations des pays occidentaux, et la misère, les dictatures et la mort pour le reste du monde. Ainsi le prix du voyage de 24 heures de Bush en Somalie en décembre 1992 aurait permis de nourrir toute la population somalienne pendant un an !

On peut comprendre que les gouvernements occidentaux multiplient les interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient. Il faut montrer la force des gendarmes du monde pour dissuader les populations de se soulever contre leurs dirigeants, le plus souvent mis en place et protégés par les gouvernements occidentaux.



*achetez, commandez  
tous vos titres  
à la librairie*

**LA BRECHE**

*9, rue de Tunis, 75011 Paris - métro Nation*

*tél. : (1) 43 67 63 57*

*lundi : de 14 h à 20 h - mardi à samedi : 12 h à 20 h*

# PEUT-ON CHANGER LE MONDE ?

**A** la LCR, nous nous opposons radicalement à ce système et voulons construire une force capable de changer le fonctionnement de la société.

Beaucoup partagent avec nous le constat de la situation en France et dans le monde. Mais beaucoup pensent aussi que le système économique actuel est le seul viable. La preuve en serait la catastrophe des Etats qui à l'Est ont voulu créer un autre système se réclamant du socialisme et du bien-être des travailleurs.

La question a été longtemps posée en termes de concurrence entre l'Est et l'Ouest, présentés comme les deux seuls modèles de société possibles au monde.

Le système bureaucratique des pays de l'Est n'était plus un modèle depuis longtemps.

Comme pouvoir, les travailleurs n'avaient que celui de se taire. Comme "acquis du socialisme", ils avaient sur le papier la garantie de l'emploi, la santé gratuite et les logements à bas prix... Mais quelle valeur ont-ils quand règne pour tous ces droits la pénurie, la vétusté, l'impossibilité de trouver des produits de première nécessité ?

Les dirigeants de l'Est ont rendu un fier service aux dirigeants occidentaux.

Ils ont réussi à transformer l'immense espoir du début de ce siècle, la révolution d'octobre 1917 en Russie et le début de la construction d'une société par des exploités, paysans et ouvriers, en un repous-

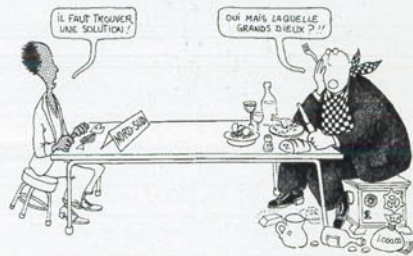
soir et une prison pour les peuples qui y vivaient.

Mais l'Est d'hier et l'Ouest d'aujourd'hui nous donnent un peu le même spectacle, chacun à sa manière.

A l'Est, cette société était devenue hideuse, cancéreuse. Quelques milliers de bureaucrates décidaient par décret quelle quantité de tracteurs, d'habits seraient fabriqués dans telle région, sans que les populations, les travailleurs concernés n'aient droit au chapitre. Ces bureaucrates avaient aussi le pouvoir d'emprisonner, de baillonner, d'assassiner tout opposant, créant ainsi une société où la peur était devenue un système, où les responsables truquaient, mentaient pour ne pas apparaître en contradiction avec les décisions officielles. Ce monde-là s'écroule, par la poussée, la révolte de ceux qui y vivent, mais aussi par le mirage que l'ouest a fait briller chez des dirigeants qui tentent aujourd'hui de se transformer en capitalistes convaincus.

Mais à l'ouest ? On voit bien qu'une fois tombé le Mur de Berlin, apparaît un autre mur qui partage le monde : celui de l'argent et de la prospérité. Dans ce monde capitaliste qui est le nôtre, les 20 % les plus riches se partagent 82,7 % du revenu mondial... et les 20 % les plus pauvres 1,4 %.

Là aussi quelques milliers de capitalistes décident pour le reste du monde qui travaillera, qui ne travaillera pas, quel sera le prix du café ou du sucre. Ils décident la vie ou la mort pour des centaines de milliers



*...quelques milliers de capitalistes décident pour le reste du monde qui travaillera, qui ne travaillera pas, quel sera le prix du café ou du sucre. Ils décident la vie ou la mort pour des centaines de milliers d'hommes et de femmes...*



*Face aux intérêts de quelques uns, peut se dresser la volonté de ceux qui produisent les richesses par leur travail. Toutes les avancées depuis deux siècles ont été le fait de mobilisations, de grèves, de révolutions.*

d'hommes et de femmes. Ils nous entraînent dans une spirale infernale que certains avouent ouvertement. Ainsi dans le journal patronal de la Bourse, *La Tribune* Defossés du 7/12/93 :

*“La logique de l'entreprise est inattaquable (...) Il n'existe aucun autre choix que celui d'améliorer sans cesse la compétitivité. Non seulement les plans de suppressions d'emplois ne sont pas prêts de s'arrêter, mais dans cette logique, on ne voit pas comment ils ne s'intensifieraient pas...”*

*Jusqu'où ? Comment justifier devant une population angoissée par la perspective du chômage, la pertinence de cette course sans fin vers la compétitivité ? (...) C'est son inefficacité dramatique qui a entraîné la destruction du communisme. C'est la bombe à retardement du chômage qui risque de faire exploser les thèses libérales”.*

Ce système serait plus démocratique ? La plupart des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui font partie du monde capitaliste ont peu de chose à envier aux régimes en vigueur hier en URSS, et dans les pays où existent réellement des droits démocratiques la règle du “ferme ta gueule” ne fait que se transformer en celle du “cause toujours”. Dans les pays occidentaux, les medias sont devenus de formidables moyens de bourrage de crâne. La télévision sert d'écran à la réalité, en maquillant une guerre meurtrière comme celle du Golfe en un “wargame” aseptisé où les victimes humaines sont hors du champ de vision.

S'il se maintient encore, le système capitaliste n'en évolue pas moins dans une spirale mortelle. Les guerres se multiplient et n'épargnent aucune région du monde. Même les USA, temple du capitalisme, sont touchés par des émeutes

sociales comme à Los Angeles. L'Europe sera de moins en moins épargnée.

Aussi l'humanité dans son ensemble n'a d'autre alternative que de combattre toutes les conséquences désastreuses du système actuel.

Face aux intérêts de quelques uns, peut se dresser la volonté de ceux qui produisent les richesses par leur travail. Toutes les avancées depuis deux siècles ont été le fait de mobilisations, de grèves, de révolutions. Il y a quinze ans, des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont, grâce à leur mobilisation et à leur persévérance, imposé le droit à l'avortement et à la contraception. Récemment, les travailleurs britanniques ont interdit la mise en œuvre de la “Poll Tax” par le gouvernement Thatcher et on a vu comment, récemment, les métallos allemands ont obtenu un accord de réduction importante du temps de travail.

Ce combat n'est pas toujours victorieux, mais il est nécessaire pour défendre et améliorer nos conditions de vie.

Sans oublier que la montée de l'extrême droite représente une pression de plus en plus grande contre les travailleurs immigrés, mais aussi contre de nombreuses avancées sociales que beaucoup veulent remettre en cause et qui sont les cibles favorites de Le Pen : la sécurité sociale, le droit à la retraite, le droit des femmes de travailler et d'être indépendantes du salaire du mari, le droit de grève et d'association.

Cette réalité renvoie à un phénomène présent dans toute l'Europe, où les courants xénophobes et fascistes font leurs choux gras de la montée du chômage et de la misère.

Le Parti socialiste et le Parti communiste ont réussi, eux aussi, en France, à discréditer

les idées et les combats du mouvement ouvrier.

Malgré tout, à plusieurs reprises depuis quelques années, on a vu que les idées de gauche, les idées de solidarité, de justice sociale, de réelle démocratie existaient toujours et pouvaient même se faire entendre contre ceux qui croyaient en avoir le monopole.

Les infirmières, les cheminots ont montré à plusieurs reprises la force que pouvait avoir l'action collective.

Nous avons été des centaines de milliers à nous insurger contre l'aventure militaire de la Guerre du Golfe qui n'a rétabli les droits de l'homme ni en Irak ni au Koweït, qui a réintégré un dictateur sur son trône sous prétexte d'en combattre un autre, et aura surtout fait des centaines de milliers de morts pour n'aboutir tout compte fait qu'au maintien d'un faible prix du pétrole.

De même le 25 janvier 1992, il y a un an, nous étions une centaine de milliers dans les rues de Paris, pour refuser de faire des immigrés les boucs émissaires des problèmes, pour exiger que tous ceux qui vivent en France aient les mêmes droits et bénéficient du même respect.

## Décider autrement

Pour nous, ces combats, la défense de ces valeurs tracent la voie de la société qu'il nous faut construire si l'on ne veut pas que le monde aille à sa perte.

Une société fondée sur l'égalité sociale, où les décisions et les choix se font pour le bien-être du plus grand nombre.

Une démocratie réelle n'a rien à voir avec un Parlement de politiciens professionnels, élu tous les cinq ans. D'ailleurs de moins en moins de gens se sentent concernés ou représentés par les députés.

La démocratie suppose de pouvoir contrôler, décider réellement et non pas de choisir à qui donner sa voix. Ceci est vrai dans une entreprise comme dans une localité. Et seul un pouvoir réel organisé à ce niveau peut permettre de contrôler et de donner un mandat à des élus nationaux.

La grève des infirmières, il y a quelques années, a montré la puissance et la force que pouvaient revêtir des coordinations qui représentaient réellement, directement, des dizaines de milliers de femmes.

Le maximum de décisions doivent être prises au plus près de la ville, de l'entreprise, du quartier, pour ne plus voir quelques bureaucrates parisiens décider, comme pour le TGV méditerranée, de dévaster toute une région pour un train qui ne fera que passer sans même être utile pour les populations de la région.

Les plus compétents pour prendre des décisions ne sont pas forcément des grands dirigeants politiques, mais plutôt ceux qui sont directement concernés par ces décisions et en connaissent les conséquences.

Dans tous les cas, cette démocratie des producteurs, des travailleurs suppose le renversement du pouvoir réel ; celui que détiennent les grandes banques, les grands propriétaires capitalistes, élus par personne mais qui ont un pouvoir plus réel et durable qu'un député ou un ministre.

En 1981, beaucoup pensaient que la gauche allait enfin faire un gouvernement pour les travailleurs. Avec le PCF jusqu'en 1984, puis seul, le PS a géré l'austérité, renié ses engagements et accompli une politique de droite.

Le PCF a eu pendant trois ans quatre ministres qui ont cautionné cette politique, se heurtant même à des grèves ouvrières dans les transports et les hôpitaux.

La droite, chassée en 1981, va se retrouver en selle pour nous faire subir de nouvelles attaques, aussi graves ou pires que celles de la "gauche".

Dans ces conditions beaucoup portent aujourd'hui leur confiance dans les mouvements écologistes, tant il est vrai que le Parti socialiste et le Parti communiste ne sont plus porteurs d'aucun espoir, d'aucun projet pour une société meilleure.

Les Verts ont su capter le refus de la société actuelle et exprimer haut et fort à quelles destructions nous mènent l'ignorance du monde dans lequel nous vivons, mais pour



que les choses changent vraiment, ce combat écologique doit s'attaquer à la cause des destructions massives de notre environnement, des pollutions mortelles.

Qui décide aujourd'hui, qui provoque les catastrophes les plus meurtrières comme Bhopal en Inde, Seveso en Italie, les multiples marées noires. Qui gère avec un tel mépris les richesses du monde ? Il faut désigner la responsabilité première des capitalistes, dire clairement qu'il faut mettre fin à



leur règne pour que l'humanité maîtrise pour ses besoins son rapport avec la nature. Les arrangements électoraux des Verts avec les politiciens dans les Conseils régionaux, l'accord avec des notables reconvertis dans Génération Ecologie, la proposition affichée par Brice Lalonde d'être présent dans un gouvernement de droite sont autant de manœuvres politiques dans lesquelles l'écologie est utilisée comme tremplin pour la carrière de nouveaux politiciens... ou le reclassement d'anciens chevaux de retour.

## *Un nouvel instrument de lutte*

Etre radical, c'est simplement aller à la racine des choses. Lutter contre les injustices et les inégalités sociales est donc indispensable, sauf à se résigner à voir ce monde aller inexorablement à la barbarie et s'enfoncer dans le chômage, la misère, la précarité, les guerres.

A leur façon, comme la droite, le PS et le PC ont dégouté des millions de travailleurs et de jeunes de la politique. Ils ont transformé les partis en repoussoirs.

C'est la raison pour laquelle la LCR s'est inscrite dans la

démarche de l'"Engagement pour changer à gauche", signé par une trentaine de personnalités nationales et aujourd'hui rejointes par un certain nombre de candidats à ces législatives. Son objectif ne saurait se limiter à ce scrutin. Il vise à prendre date pour demain, affirmer une disponibilité commune des courants qui s'y réfèrent à agir ensemble. Il devra être suivi d'autres initiatives, que les événements à venir se chargeront de déterminer, lorsqu'il faudra, par exemple, faire face à une droite arrogante.

Au-delà des élections législatives, nous avons besoin d'une nouvelle force, d'un nouveau parti, instrument d'un combat déterminé pour la transformation sociale.

Les militantes et militants de la LCR sont, pour leur part, convaincus que le système ne peut être transformé graduellement, que l'action en faveur de véritables réformes conduit inexorablement à la rupture avec la logique capitaliste. Mais ils savent aussi que, sans partager forcément cette conclusion, des milliers d'hommes et de femmes ne se sont pas résignés au règne insolent du profit et des privilèges. Issus du PS ou du PCF, de l'extrême gauche ou de la mouvance écologiste, du mouvement antiraciste ou

des associations féministes, ils luttent quotidiennement pour les mêmes objectifs. Ils partagent le même rejet du racisme et de la xénophobie, sont de tous les combats pour la démocratie, les droits des immigrés, des femmes, des chômeurs... Ils ne supportent plus de voir la planète saccagée pour le seul bénéfice d'une poignée de firmes multinationales. Ils se dressent contre les guerres coloniales et le pillage du tiers monde par les grandes puissances occidentales. Et ils ne se reconnaissent plus dans ce que les dirigeants du PS et du PCF ont fait de la gauche.

Avec eux, nous serions prêts à faire l'expérience loyale d'un parti commun, déterminé à défendre résolument les exploités, à favoriser l'organisation indépendante des salariés, des femmes ou des jeunes, à faire renaître l'objectif d'un socialisme démocratique et autogestionnaire. Une telle convergence ne supposerait un accord complet ni sur l'interprétation du passé, ni sur la vision du monde. Sa viabilité reposerait sur une compréhension commune des grands événements et des tâches qui en découlent. Elle s'enrichirait de définitions nouvelles sur la base des expériences communes dans l'action entreprise.

Le chemin est encore long qui conduit à cet horizon. Mais il peut, dès aujourd'hui, être jalonné de signes concrets, de manifestations, de confluence, capables de redonner confiance à ceux qui désespèrent, de catalyser les énergies disponibles et de permettre l'engagement d'un débat clarificateur sur l'avenir.

Sans renoncer en rien à nos convictions, en les défendant dans chaque échéance de la vie politique et sociale, en construisant et en renforçant la LCR, nous sommes bien décidés à y prendre toute notre place.

- **MAREE NOIRE**  
Le monde nous parle pour le meilleur et le pire, mais aussi pour le pire. P. 45.
- **UNEF-ID**  
Une reprise à grande échelle de l'industrialisme, que le monde se propose de construire en syndicat mondial. P. 9.
- **LOUIS XVI**  
Le 14 juillet 1793, le roi est exécuté pour et par la Nation. Elle se rend à la guillotine révolutionnaire. P. 21.
- **CHARLES TILLON**  
Le mot de l'année de la mer Noire. Le chef des VTT de l'armée de l'air. P. 12.

# ROUGE

Bombardements sur Bagdad  
**LE "DROIT" ...  
DES PLUS FORTS**

Objectif 6 février

**D**ans un monde où l'impérialisme américain s'efforce de plus en plus de s'imposer comme le seul modèle de développement mondial, les États-Unis ont tenté de faire passer le message par la force. Le 29 janvier, ils ont bombardé Bagdad. Le monde a réagi. Les États-Unis ont tenté de faire passer le message par la force. Le monde a réagi. Les États-Unis ont tenté de faire passer le message par la force. Le monde a réagi.



Rouge, hebdomadaire

Lisez  
la presse  
de la LCR  
et de la  
IV<sup>e</sup> Internationale

Critique  
communiste,  
bimensuel



1993 ?

## cahiers du féminisme

Ex-Yougoslavie  
Rada Ivekovic témoigne  
**DOSSIER : LA JUSTICE EN REFORME  
A QUI PROFITENT LES LOIS ?**



Cahiers  
du féminisme,  
trimestriel

IV<sup>e</sup> Internationale,  
trimestriel



GRANDE-BRETAGNE - ITALIE - ETAT ESPAGNOL - FRANCE  
**CRISE MAJEURE EN EUROPE**

Et n'oubliez pas : à partir du mois de  
février, nouvelle formule d'Inprecor,  
mensuel de la IV<sup>e</sup> Internationale

# un million de francs pour soixante-quinze candidats aux législatives de mars 1993

**A gauche  
VRAIMENT!**



Une campagne électorale coûte cher, très cher. Les formations de droite et d'extrême droite comme celles de la "gauche" officielle bénéficient du concours intéressé des entreprises et de particuliers fortunés. Leur budget déclaré s'élève à des centaines de millions de francs pour une seule échéance électorale. Ils ont en outre recours à une multitude de magouilles et de tripatouillages en tous genres. Les écolos bon chic, bon genre de Génération Ecologie, qui font pourtant figure de "parents pauvres", affichent un budget de quatorze millions pour la moitié seulement des circonscriptions.

Pour les révolutionnaires, il en va tout autrement. Point de financiers occultes, point de caisses noires, point de cadeaux de la banque et de la finance. Nous ne pouvons compter que sur le soutien militant de nos amis et camarades pour faire entendre une autre voix, celle d'une volonté de changement radical des bases de cette société d'exploitation et de misère. Voilà pourquoi nous avons lancé une souscription d'un million de francs pour permettre la présentation de soixante-quinze candidats "A gauche vraiment" avec le soutien de la LCR.

Cela devrait permettre d'assurer à chaque candidat environ dix mille francs, qui représentent la plus

grande partie des frais officiels de campagne (bulletins de vote, professions de foi et affiches pour les panneaux électoraux). C'est un minimum puisque s'y ajoutent les frais locaux, pour les réunions publiques par exemple. Aussi, amis, camarades qui aurez cette brochure entre les mains, si vous le pouvez, faites un geste pour nous permettre de défendre le plus efficacement possible nos idées et nos propositions dans la cacophonie ambiante.

## Comment souscrire ?

Etablissez vos chèques à l'ordre de "AGV" et expédiez-les à *Rouge* qui transmettra. Nous vous retournerons un reçu qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une réduction d'impôt équivalente à 40 % de votre versement, à concurrence de 1,25 % de vos revenus imposables. En pratique, si vous versez, par exemple, mille francs, ce sont quatre cents francs qui n'iront pas au budget des armées ou de la police, mais qui nous permettront au contraire de faire entendre une tout autre musique que les sonnettes habituelles.

AGV - c/o Rouge - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil